



## **Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD)**

### **Avis sur les méthodes de mesure concernant la teneur en plomb des essences et la teneur en soufre du gasoil-diesel**

- **A propos :**
  - 1° **du projet d'arrêté royal visant à modifier l'arrêté royal du 20 mars 2000 remplaçant l'arrêté royal du 28 octobre 1996 relatif aux dénominations, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gasoil - diesel pour les véhicules routiers;**
  - 2° **du projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 mars 2000 remplaçant l'arrêté royal du 26 septembre 1997 relatif aux dénominations, aux caractéristiques et à la teneur en plomb des essences pour les véhicules à moteur.**
- **demandé par le Secrétaire d'Etat à l'énergie et au développement durable, Monsieur Olivier Deleuze, dans une lettre datée du 30 janvier 2001**
- **préparé par le groupe de travail « normes de produits »**
- **approuvé par l'assemblée générale du 24 avril 2001 (voir annexe 1)**

#### **1. Introduction**

- [1] La Commission des Communautés européennes a estimé l'an dernier qu'il convenait d'adapter au progrès technique les annexes de la Directive 98/70/CE du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel.

Ces annexes définissent les spécifications environnementales applicables aux carburants mis sur le marché.

Vu que les normes européennes relatives ces spécifications furent mises à jour par le Comité européen de normalisation en date du 29 octobre 1999, il convenait en effet de rendre conforme aux normes EN 228 et EN 590 les méthodes d'essai qui figurent dans les annexes I à IV de ladite Directive.

Ces modifications font ainsi l'objet de la directive 2000/71/CE de la Commission du 7 novembre 2000 portant adaptation au progrès technique des méthodes de mesure fixées dans les annexes I, II, III et IV de la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil conformément à son article 10.

Les annexes I à IV de la directive 98/70/CE sont remplacées par les annexes I à IV de la nouvelle directive.

Les Etats membres doivent se conformer à cette nouvelle directive au plus tard le 1er janvier 2001, soit dans un délai d'un mois et demi après la publication de la Directive au Journal officiel des Communautés européennes.



[2] Selon la demande d'avis, les normes figurant dans les annexes de la directive 2000/71/CE sont intégralement reprises dans les normes NBN EN 228 pour les essences et NBN EN 590 pour le gasoil-diesel.

[3] La transposition de la directive 2000/71/CE de la Commission du 7 novembre 2000, portant adaptation au progrès technique des méthodes de mesure fixées dans les annexes I, II, III et IV de la directive 98/70/CE du Parlement européen et du Conseil conformément à son article 10, sera opérée en droit interne par l'adoption des deux projets d'arrêtés royaux qui sont soumis à l'avis du Conseil.

L'un concerne les normes relatives à la teneur en plomb des essences. L'autre traite des normes relatives à la teneur en soufre du gasoil-diesel.

[4] L'objet du projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 mars 2000 remplaçant l'arrêté royal du 26 septembre 1997 relatif aux dénominations, aux caractéristiques et à la teneur en plomb des essences pour les véhicules à moteur est double :

- remplacer le texte de l'actuel article 4 § 2 de l'arrêté royal susmentionné par la disposition suivante :

"§ 2. Les essences sans plomb pour véhicules à moteur visées à l'article 2 doivent être conformes à la norme NBN-EN-228- carburant pour automobiles - essences sans plomb - exigences et méthodes d'essai. Dernière édition, ou de toute autre norme en vigueur dans un autre Etat membre de l'Union européenne garantissant une qualité équivalente.";

- abroger l'annexe de l'arrêté, intitulée "Modifications des exigences et méthodes d'essai de la norme NBN EN 228 relative aux essences sans plomb applicables au 1er janvier 2000".

[5] Le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 mars 2000 remplaçant l'arrêté royal du 28 octobre 1996 relatif aux dénominations, aux caractéristiques et à la teneur en soufre du gasoil-diesel pour les véhicules routiers prévoit quant à lui les modifications suivantes :

- remplacer le texte de l'actuel article 1<sup>er</sup> , §1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal susmentionné par la disposition suivante :

"§ 1er. Le gasoil-diesel pour les véhicules routiers, ci-après dénommé gasoil-diesel, doit être conforme à la norme NBN-EN 590 carburants pour automobiles - combustibles pour moteurs diesel (gasoil) - exigences et méthodes d'essai. Dernière édition, ou de toute autre norme en vigueur dans un autre Etat-membre de l'Union européenne garantissant une qualité équivalente".

- abroger l'annexe reprise à l'arrêté, intitulée " Modifications des exigences et méthodes d'essai de la norme NBN EN 590 relative au carburant diesel applicables au 1er janvier 2000 ".

[6] Selon la demande d'avis, les modifications apportées ne seraient que formelles, étant donné que la référence aux normes NBN EN 228 et 590 figurent déjà dans les arrêtés royaux en vigueur.

## 2. Avis

[7] Le Conseil constate que les modifications proposées aux arrêtés royaux du 20 mars 2000 sont dictées par la constatation suivante : puisque le contenu des annexes de la



directive 2000/71/CE est intégralement repris dans les normes NBN EN 228 et 590, une simple référence à ces normes suffit désormais et il n'est plus nécessaire de mentionner, dans le texte même des articles concernés, la nécessité de tenir compte des modifications prévues par la directive, ou de prévoir une annexe complémentaire.

Le Conseil constate qu'effectivement le contenu des annexes de la directive 2000/71/CE est intégralement repris dans les normes NBN EN 228 et 590.

- [8] Le Conseil reconnaît également que les modifications apportées aux textes sont purement formelles, vu que les dispositions figurant dans les textes en vigueur garantissent déjà la mise à disposition des méthodes prévues par ces normes.
- [9] Le Conseil est donc favorable à l'adoption de ces deux projets d'arrêtés royaux.
- [10] Le Conseil émet cependant quelques réserves à l'égard du procédé de réglementation par référence qui figure dans les projets d'arrêtés. Il estime en effet, suite à la réflexion qu'il a menée précédemment dans le cadre d'un avis sur les questions de normalisation en matière d'emballages, qu'une telle réglementation par référence aux normes NBN, sans mise à disposition aisée et gratuite des textes applicables, ne garantit pas la clarté et le bon respect de la règle.



## Annexes

### 1. Nombre de membres ayant voix délibérative, présents et représentés à l'assemblée générale du 24 avril 2001

- les 4 président et vice-présidents
- 5 des 6 représentants d'organisations non gouvernementales pour la protection de l'environnement
- 3 des 6 représentants d'organisations non gouvernementales pour la coopération au développement
- 1 des 2 représentants d'organisations non gouvernementales de défense des intérêts des consommateurs
- 4 des 6 représentants d'organisations des travailleurs
- 3 des 6 représentants d'organisations des employeurs
- 1 des 2 représentants des producteurs d'énergie
- 4 des 6 représentants du monde scientifique (\*)

**Total: 25 des 38 membres ayant droit de vote (\*)**

(\*) momentanément 1 représentant du monde scientifique n'est pas désigné

### 2. Réunions de préparation de cet avis

Le groupe de travail Normes de produits s'est réuni le 12 mars 2001 pour préparer cet avis.

### 3. Personnes ayant collaboré à la préparation de cet avis

#### Membres ayant voix délibérative et leurs représentants

- Prof. Luc Lavrysen (UG) – président du groupe de travail
- Mme delphine MISONNE (Fac. St Louis) – vice-président du groupe de travail
- Dhr. Martin BESIEUX (Greenpeace)
- Mevr. Esmeralda BORGIO (BBL)
- Dhr Paul VAN CAPPELLEN (OIVO)
- Dhr Dimitri PEVENAGE (Fedichem)
- Mme Anne DE VLAMINCK (IEW)
- Mme Karola TASCHNER (EEB)
- Dhr Joris KERKHOFS (ACV)
- Dhr Patrick VAN DEN BOSCHE (Agoria)
- Mme Edilma QUINTANA (CNCD)

#### Experts invités

- M. Jacques KUMMER (ULB)

#### Secrétariat

- Dhr Jan De Smedt